

C. FONCK,  
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

## Nota

- (1) *Zitting* 2006-2007  
 Stukken van het Parlement . –Ontwerp van decreet nr. 370-1  
*Zitting* 2007-2008  
 Stukken van het Parlement – Verslag nr. 370-2  
 Integraal verslag – Bespreking en aanneming – Zitting van 22 januari 2008.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/15471]

**25 JANVIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget  
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1991 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE  
ANNÉE BUDGETTAIRE 1991

CHAPITRE 1<sup>er</sup>  
Engagements effectués en exécution du budget

**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1991, s'élèvent à 1.810.000.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3)

Ce montant se compose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	24.000.000
- opérations de capital :	1.786.000.000

**Article 2**

Les crédits d'engagement initiaux ont été :

- modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 78.000.000 francs et une diminution de -176.500.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).
- complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 2.510.284.083 francs.

**Article 3**

Le total des crédits d'engagements disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1991 s'élève à 4.221.784.083 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	153.252.000
- opérations de capital :	4.068.532.083

**Article 4**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 1.700.156.561 francs.

Ce montant se décompose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	21.542.846
- opérations de capital :	1.678.613.715

**Article 5**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.663.058.522 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se décompose comme suit :

	Crédits à reporter à l'année 1992	Crédits à annuler
Opérations courantes	129.252.000	2.457.154
Opérations de capital	2.531.349.368	0

(Tableau annexe I, colonnes 1, 2).

**CHAPITRE II**  
Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget  
§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes

**Article 6**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1991 à la somme de **182.432.301.305 francs** (Tableau annexe II.colonne 3 )

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes courantes :	182.432.070.595
- recettes de capital :	230.710

**Article 7**

Les recettes budgétaires de l'année 1991 s'élèvent à **174.211.730.633 francs** (Tableau annexe II colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes courantes :	174.211.499.923
- recettes de capital :	230.710

**Article 8**

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 8.220.570.672 francs (Tableau annexe II colonne 5)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (tableau annexe II colonne 6)	(en francs)
- recettes courantes :	8.147.570.672
- recettes de capital :	0
b. droits reportés à l'année budgétaire 1992 (tableau annexe II colonne 7)	
- recettes courantes :	73.000.000
- recettes de capital :	0

**§ 2 Fixation des crédits de dépenses****Article 9**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1991 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnancement des dépenses de la manière suivante :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	183.974.200.000	24.000.000	183.998.200.000
Dépenses de capital	4.924.800.000	1.531.200.000	6.456.000.000
<b>TOTAL</b>	<b>188.899.000.000</b>	<b>1.555.200.000</b>	<b>190.454.200.000</b>

(Tableau annexe III, colonnes 1 à 7).

**Article 10**

Ces autorisations de dépenses ont été :

- modifiées par l'ajustement effectué en vertu des décrets d'ajustement (Tableau annexe III).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	1.298.700.000	0	1.298.700.000
Dépenses de capital	74.300.000	-75.500.000	-1.200.000
<b>TOTAL</b>	<b>1.373.000.000</b>	<b>-75.500.000</b>	<b>1.297.500.000</b>

**Article 11**

- Le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1991 s'élève à 202.136.975.758 francs (Tableau annexe III, colonne 1 à 7).

Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	191.985.319.765	298.600.000	192.283.919.765
Dépenses de capital	6.051.115.190	3.801.940.803	9.853.055.993
<b>TOTAL</b>	<b>198.036.434.955</b>	<b>4.100.540.803</b>	<b>202.136.975.758</b>

#### § 3 Fixation de la situation des dépenses

##### **Article 12**

Les dépenses à charge de l'année budgétaire 1991 se montent à 192.780.878.948 francs (Tableau annexe III, colonne 7), se répartissant entre :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
<b>Dépenses courantes</b>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 1, 2, 5)	5.071.787.439	268.762.740	5.340.550.179
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 1, 2, 5)	180.274.853.475	20.016.943	180.294.870.418
<b>TOTAL (1)</b>	<b>185.346.640.914</b>	<b>288.779.683</b>	<b>185.635.420.597</b>
<b>Dépenses de capital</b>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 3, 4, 6)	259.616.620	350.122.466	609.739.086
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 3, 4, 6)	5.134.532.877	1.401.186.388	6.535.719.265
<b>TOTAL (2)</b>	<b>5.394.149.497</b>	<b>1.751.308.854</b>	<b>7.145.458.351</b>
<b>TOTAL (1) + (2)</b>	<b>190.740.790.411</b>	<b>2.040.088.537</b>	<b>192.780.878.948</b>

##### **Article 13**

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 192.625.913.948 francs dont :

- 190.585.825.411 francs pour les crédits non dissociés (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).
- 2.040.088.537 francs pour les crédits d'ordonnancement (Tableau annexe III, colonnes 2, 4).

**Article 14**

Pour les dépenses restant à régulariser, d'un montant de 154.965.000 francs dont :

- 154.965.000 francs de crédits non dissociés;
- 0 francs de crédits d'ordonnancement;

il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).

**§ 4 Règlement des crédits****Article 15**

La comparaison entre les crédits répartis par décret (article 11) et les opérations imputées (article 12) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1991 de 9.356.096.810 francs.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Crédits répartis	198.036.434.955	4.100.540.803	202.136.975.758
Opérations imputées	190.740.790.411	2.040.088.537	192.780.878.948
Excédent de crédit	7.295.644.544	2.060.452.266	9.356.096.810

**Article 16**

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1991 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 4.569.528 francs dont :

- pour les crédits non dissociés : 4.569.528 francs.
- pour les crédits d'ordonnancement : 0 francs.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au Tableau annexe IV.

**Article 17**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 15 et 16, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1991 comprend :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Crédits à annuler	469.156.000	6.219.411	475.375.411
Crédits à reporter à l'année budgétaire 1992	6.831.058.072	2.054.232.855	8.885.290.927
<b>total</b>	<b>7.300.214.072</b>	<b>2.060.452.266</b>	<b>9.360.666.338</b>

(Tableau annexe III, colonne 7).

La partie à fusionner avec les crédits de l'année 1992 s'élève à :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	1.402.853.306	3.600.906	1.406.454.212
Dépenses de capital	320.206.578	2.050.631.949	2.370.838.527
<b>TOTAL</b>	<b>1.723.059.884</b>	<b>2.054.232.855</b>	<b>3.777.292.739</b>

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1991**Article 18**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1991 se présente comme suit :

(en francs)

Opérations courantes

Recettes	174.211.499.923
Dépenses	185.635.420.597
Excédent de dépenses	-11.423.920.674

Opérations de capital

Recettes	230.710
Dépenses	7.145.458.351
Excédent de dépenses	-7.145.227.641

Opérations réunies

Recettes	174.211.730.633
Dépenses	192.780.878.948
En conclusion, compte non tenu du résultat de la section particulière, les dépenses excèdent les recettes de	-18.569.148.315
	0
Le solde fin de l'année budgétaire 1991 s'élève à	-18.569.148.315

CHAPITRE III  
Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

**Article 19**

Les décrets budgétaires de l'année 1991 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

(en francs)

- Recettes	23.844.900.000
- Dépenses	24.439.600.000

(Tableau annexe V, colonnes 1, 2).

**Article 20**

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 1991 s'élevait à 8.521.996.858 francs.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 36.637.943.681 francs.

Total disponible pour les dépenses de l'année 1991 : 45.159.940.539 francs.

(Tableau annexe V, colonnes 3, 7).

**Article 21**

Les dépenses imputées s'élèvent à 36.963.898.148 francs (Tableau annexe V, colonne 4).

Ce montant comprend 22.526.217.182 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe V, colonne 5).

**Article 22**

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à -325.954.467 francs (Tableau annexe V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1991, tel que déterminé à l'article 20, et des dépenses reprises à l'article 21, le solde disponible au 31 décembre 1991 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 8.196.042.391 francs.

Il sera reporté à l'année budgétaire 1992.

**CHAPITRE IV**  
**Résultat global**

**Article 23**

Tous services réunis, budget et section particulière, compte tenu des articles 18 et 22 du présent décret, le résultat global du budget 1991 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto :	-18.569.148.315
Section particulière :	-325.954.467
<b>Total :</b>	<b>-18.895.102.782</b>

**DEUXIEME PARTIE OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION  
DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A**

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget. (article 76 de la loi du 28 juin 1963)

**CHAPITRE I<sup>e</sup>  
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES**

**Année courante****Article 24**

Référence budgétaire : décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 - article 39.

149<sup>e</sup> cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1991 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	723.713.000
recettes imputées:	715.207.197
différence :	8.505.803
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	765.933.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	765.933.000
dépenses imputées :	704.193.174
excédent de crédits à annuler :	61.739.826
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1991 se résume comme suit :	
recettes :	715.207.197
dépenses :	704.193.174
<b>excédent de recettes :</b>	<b>11.014.023</b>

**CHAPITRE II  
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA**

**Année courante****Article 25**

Référence budgétaire : décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 .

149<sup>e</sup> cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget de l'Agence de Prévention du Sida pour l'année 1991 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	50.000.000
recettes imputées :	50.307.076
différence :	-370.076
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	50.000.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	50.000.000
dépenses imputées :	42.331.894
excédent de crédits à annuler :	7.668.106

c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1991 se résume comme suit :

recettes :	50.370.076
dépenses :	42.331.894
excédent de recettes :	8.038.182

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*  
Donné à Bruxelles, le 25 janvier 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

---

Note

(1) Session 2006-2007

Documents du Parlement – Projet de décret, n° 371-1

Session 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n° 371-2

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 22 janvier 2008.

---

## TABLEAUX

- I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
- II. - RECETTES**
- III. - DEPENSES**
- IV. - DEPASSEMENTS DE CREDITS**
- V. - SECTION PARTICULIERE**

**TABLEAU I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**

	Dépenses courantes (1)	Dépenses de capital (2)	Dépenses totales (3)
Budgets initiaux	24.000.000	1.786.000.000	1.810.000.000
Ajustements des crédits :			
Augmentations		78.000.000	78.000.000
Diminutions	0	-176.500.000	-176.500.000
Crédits reportés de l'année précédente	129.252.000	2.381.032.083	2.510.284.083
Total des crédits	153.252.000	4.068.532.083	4.221.784.083
Engagements comptabilisés dans le courant de l'année budgétaire	21.542.846	1.678.613.715	1.700.156.561
Règlement des crédits :			
dépassements de crédit		141.431.000	141.431.000
Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire	131.709.154	2.531.349.368	2.663.058.522
- Crédits reportés	129.252.000	2.531.349.368	2.660.601.368
- Crédits à annuler	2.457.154	0	2.457.154
Crédits définitifs de l'année	150.794.846	4.209.963.083	4.360.757.929

**TABLEAU II - RECETTES**

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOUVREMENTS	
	Prévisions (2)	Droits constatés (3)	Recettes imputées (4)	Déférence entre droits constatés et recettes imputées (5)	A annuler ou à porter en surséance indéfinie (6)	Droits reportés (7)	Prévisions supérieures aux recouvrements (8)
<b>Recettes courantes</b>							
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0
Recettes non fiscales	183.087.100.000	182.432.070.595	174.211.499.923	8.220.570.672	8.147.570.672	73.000.000	9.050.254.222
<i>Total recettes courantes</i>	<i>183.087.100.000</i>	<i>182.432.070.595</i>	<i>174.211.499.923</i>	<i>8.220.570.672</i>	<i>8.147.570.672</i>	<i>73.000.000</i>	<i>9.050.254.222</i>
<b>Recettes en capital</b>							
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0
Recettes non fiscales	200.000	230.710	230.710	0	0	0	38.600
<i>Total recettes en capital</i>	<i>200.000</i>	<i>230.710</i>	<i>230.710</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>38.600</i>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>183.087.300.000</b>	<b>182.432.301.305</b>	<b>174.211.730.633</b>	<b>8.220.570.672</b>	<b>8.147.570.672</b>	<b>73.000.000</b>	<b>9.050.252.872</b>
							<b>174.723.455</b>

TABLEAU II bis - RECETTES

Nature des recettes	Prévisions	Recettes imputées	Différence entre prévisions et réalisations	
			-	+
<b>PARTIE I</b>				
<b>Titre I - Recettes courantes</b>				
11.01 Remboursements de traitements, salaires, allocations, etc. (pour mémoire)	-	-	-	-
12.01 Versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen des avances de fonds (pour mémoire)	-	15.547.156	-	15.547.156
06.01 Produits divers - Vente de biens non durables et de services (pour mémoire)	-	28.906.989	-	28.906.989
46.01 Partie attribuée de l'I.P.P.	37.526.100.000	29.501.229.328	8.024.870.672	-
46.02 Dotation complémentaire pour couvrir les charges de l'administration communautaire (pour mémoire)	-	-	-	-
46.03 Dotation relative au paiement des soldes des années antérieures (pour mémoire)	-	-	-	-
46.04 Partie attribuée du produit de la redevance radio et télévision	5.618.800.000	5.496.100.000	122.700.000	-
46.05 Produit divers - Transferts de revenus de l'Etat	246.400.000	163.464.650	82.935.350	-
<b>Total recettes courantes</b>	<b>43.391.300.000</b>	<b>35.205.248.123</b>	<b>8.290.506.022</b>	<b>44.454.145</b>
<b>Titre II - Recettes en capital</b>				
66.01 Crédit - Transferts de capitaux par l'Etat (pour mémoire)	-	-	-	-
66.02 Crédit - Transferts de capitaux par l'Etat (pour mémoire)	-	-	-	-
66.03 Dotation complémentaire en vue de couvrir les charges de l'administration communautaire (pour mémoire)	-	-	-	-
76.01 Produit de la vente d'immeubles (pour mémoire)	-	-	-	-
76.02 Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux (pour mémoire)	-	-	-	-
06.01 Recettes diverses patrimoniales	100.000	61.400	38.600	-
<b>Total recettes en capital</b>	<b>100.000</b>	<b>61.400</b>	<b>38.600</b>	
<b>PARTIE II</b>				
<b>Titre I - Recettes contraintes</b>				
01.01 Recettes octroyées par application de l'article 38 de la loi spéciale sur le financement des Communautés et des Régions	137.105.900.000	137.033.700.000	72.200.000	-
01.02 Recettes octroyées par application de l'article 73 § 1er, de la loi spéciale par transferts des soldes en moyens de paiement du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux, articles 60.02 A et 60.65	-	-	-	-

01.03	Recettes octroyées par application de l'article 73, § 1er, de la loi spéciale sur le financement des Communautés et des Régions par transferts des soldes au 1er janvier 1989 des articles 60.21 A, 60.40 A, 60.44 A, 60.45 A, 60.46 A, 60.49 A, 63.02 C, 66.01		-	-	-	-
01.04	Recettes octroyées par application de l'article 73, § 2, de la loi spéciale sur le financement des Communautés et des Régions	65.100.000	195.300.000	-	-	130.200.000
01.05	Recettes octroyées par application de l'article 62 de la loi spéciale sur le financement des Communautés et des Régions et relative au financement des étudiants universitaires étrangers	1.290.400.000	1.289.600.000	800.000	-	-
01.06	Recettes en provenance du Fonds budgétaire inscrit à l'article 66.36 B de la section particulière du Budget de l'Education, de la Recherche et de la Formation	640.000.000	-	640.000.000	-	-
01.07	Produits divers en remboursements de soldes existants d'avance de fonds	594.400.000	487.651.800	106.748.200	-	-
	<b>Total recettes courantes</b>	<b>139.695.800.000</b>	<b>139.006.251.800</b>	<b>819.748.200</b>	<b>130.200.000</b>	
<b>Titre II - Recettes en capital</b>						
01.08	Produits divers	100.000	169.310	-	69.310	
	<b>Total recettes en capital</b>	<b>100.000</b>	<b>169.310</b>	<b>-</b>	<b>69.310</b>	
	<b>Total des recettes courantes</b>	<b>183.087.100.000</b>	<b>174.211.499.923</b>	<b>9.050.254.222</b>	<b>174.654.145</b>	
	<b>Total des recettes de capital</b>	<b>200.000</b>	<b>230.710</b>	<b>38.600</b>	<b>69.310</b>	
	<b>TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE</b>	<b>183.087.300.000</b>	<b>174.211.730.633</b>	<b>9.050.292.822</b>	<b>174.723.455</b>	

TABLEAU III. - DEPENSES

Nature des dépenses et nature des crédits		Dépenses courantes		Dépenses de capital		Total dépenses de capital (6)	Total général (7)
		Crédits non dissociés (1)	Crédits d'ordonnancement (2)	Crédits non dissociés (3)	Crédits d'ordonnancement (4)		
Credits initiaux		183.974.200.000	24.000.000	4.924.800.000	1.531.200.000	183.998.200.000	6.456.000.000 190.454.200.000
Ajustements	Augmentations	4.504.100.000		85.400.000	114.500.000	4.504.100.000	199.900.000 4.704.000.000
	Diminutions	-3.205.400.000	0	-11.100.000	-190.000.000	-3.205.400.000	-201.100.000 -3.406.500.000
Crédits ouverts		185.272.900.000	24.000.000	4.999.100.000	1.455.700.000	185.296.900.000	6.454.800.000 191.751.700.000
	Crédits reportés de l'année 1990	6.712.419.765	274.600.000	1.052.015.190	2.346.240.803	6.987.019.765	3.398.255.993 10.385.275.758
	Totaux	191.985.319.765	298.600.000	6.051.115.190	3.801.940.803	192.283.919.765	9.853.055.993 202.136.975.758
Crédits complémentaires à allouer par le décret de comptes pour dépenses faites au-delà des crédits		4.569.528	0	0	0	4.569.528	0 4.569.528
Crédits totaux		191.989.889.293	298.600.000	6.051.115.190	3.801.940.803	192.288.489.293	9.853.055.993 202.141.545.286
Dépenses totales		185.346.640.914	288.779.683	5.394.149.497	1.751.308.854	185.635.420.597	7.145.458.351 192.780.878.948
Dépenses imputées effectuées	au cours de l'année antérieure	5.071.787.439	268.762.740	259.616.620	350.122.466	5.340.550.179	609.739.086 5.950.289.265
	au cours de l'année	180.274.853.475	20.016.943	5.134.532.877	1.401.186.388	180.294.870.418	6.535.719.265 186.830.589.683
Paiements non régularisés au 31/12/91		154.965.000	0	0	0	154.965.000	0 154.965.000
Soldes des crédits	Montants	6.643.248.379	9.820.317	656.965.693	2.050.631.949	6.653.068.696	2.707.597.642 9.360.666.338
	Crédits à annuler définitivement	389.088.792	6.219.411	80.067.208	0	395.308.203	80.067.208 475.375.411
	Crédits à reporter à l'année 1992	6.254.159.587	3.600.906	576.898.485	2.050.631.949	6.257.760.493	2.627.530.434 8.885.290.927

**TABLEAU IV crédits complémentaires à accorder pour les dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 qui excèdent les crédits**

Numéro et libellé des articles	Montant des crédits complémentaires à demander
<b>Budget 35-MERF</b> <b>CREDITS COURANTS</b> <b>CND</b> <b>Titre I dépenses courantes</b>  <u>Section 40</u> secrétariat général et services communs  <b>Chapitre I – dépenses de consommation</b> (dépenses courantes pour biens et services) § 1 salaires et charges sociales 11.03.01 rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident du travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations et salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	20
<b>CREDITS DISSOCIES</b> <b>CREDIT D'ENGAGEMENT</b> <b>Titre II dépenses de capital</b> Partie I crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements <u>Section 54</u> enseignement supérieur et recherche scientifique – enseignement universitaire et recherche scientifique  <b>Chapitre VIII octroi de crédit et participation</b> 81.01.13 crédits exceptionnels et non réversifs destinés à contribuer à l'achèvement des transferts d'implantation de l'ULG C.E. <b>Total titre II</b> <b>Total titre I + II C.D.(C.E.) + C.N.D.B35</b>	137.000.000 137.000.000 137.000.020

<p><b>Budget 36</b></p> <p><b>CND</b></p> <p><b><u>Titre I</u> dépenses courantes</b></p> <p><b><u>Secteur</u> cabinets de l'Exécutif</b></p> <p><b><u>Section 01</u> cabinet du ministre-président</b></p> <p><b>Chapitre I – dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services)</b></p> <p>§ 1 salaires et charges sociales</p> <p>11.02 Traitements et indemnités du personnel de cabinet</p> <p>11. Communauté française</p>	1.247.434
<p><b><u>Secteur</u> :sport et tourisme</b></p> <p><b><u>Section 71</u> affaires générales</b></p> <p><b>Chapitre I – dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services)</b></p> <p>§ 1 salaires et charges sociales</p> <p>11.03.11 rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident du travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations et salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)</p>	3.322.074

<b>Titre II dépenses de capital</b> Partie I – Crédits destinés à la réalisation du programme d’investissement <b>Secteur infrastructure</b> <b>Section 38</b>		
<b>Chapitre VI</b> transferts de capitaux à l’intérieur du secteur public Article 63.53 Sport subventions pour des travaux d’aménagement et d’équipement immobiliers de moins de 3.000.000 BEF destinés à la pratique du sport	C.E.	
12 Région de langue française		4.431.000
<b>Total II</b>		4.431.000
<b>Total I + II B 36</b>		9.000.508
<b>B35 + B36 (TTRES I ET II – CND ET CE)</b>		146.000.528
	<b>CND</b>	4.569.528
	<b>CE</b>	141.431.000

TABLEAU V. - SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées			Solde cumulés				
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses (4)	Restant à régulariser (5)	Déférence entre recettes et dépenses (6)	Au 01/01/1991 (7)	Au 31/12/1991 (8)	annulations et transferts (9)	Solde au 31/12/1991 (10)
Communauté française	13.358.200.000	13.939.400.000	14.327.412.010	14.316.995.732	7.574.696.620	10.416.278	1.248.850.402	1.239.276.680	0	1.259.276.680
Education, rech. et form.	10.486.700.000	10.500.200.000	22.310.531.671	22.646.902.416	14.951.520.562	-336.370.745	7.273.136.456	6.936.765.711	0	6.936.765.711
TOTALX	23.844.900.000	24.439.600.000	36.637.943.681	36.963.898.148	22.526.217.182	-325.954.467	8.521.996.888	8.196.042.391	0	8.196.042.391

## COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

BILAN AU 31 DECEMBRE 1991

ACTIF	PASSIF
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>Capitaux propres</i>
-	Bénéfice reporté 57.393.612
<i>Actifs circulants</i> 65.997.291	<i>Provisions et impôts différés</i>
Avances 16.945.653	Provision syndicale 460.000
Créances à un an au plus 8.010.056	<i>Dettes</i> 114.440.771
Valeurs disponibles 41.041.582	Dettes années antérieures 37.193.088
	Dettes années 1991 70.924.082
	Dettes à un an au plus 6.323.601
<i>Comptes de régularisation</i> 106.343.282	<i>Comptes de régularisation</i> 46.190
<b>TOTAL</b> 172.340.573	<b>TOTAL</b> 172.340.573

## COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>	<i>697.671.118</i>
Autres produits d'exploitation	697.671.118
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>	<i>703.786.704</i>
Services et biens divers 86.364.201	
Rémunérations, charges sociales et pensions 188.426.395	
Autres charges d'exploitation 428.996.108	
<i>III. Résultats d'exploitation</i>	<i>-6.115.586</i>
<i>IV. Produits financiers</i>	<i>17.536.079</i>
<i>V. Charges financières</i>	<i>406.470</i>
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>	<i>11.014.023</i>
<i>VII. Produits exceptionnels</i> 0	0
<i>VIII. Charges exceptionnelles</i> 0	0
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>	<i>11.014.023</i>
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>	<i>11.014.023</i>
<i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>	<i>11.014.023</i>

## AGENCE DE PRÉVENTION DU SIDA

BILAN AU 31 DECEMBRE 1991

ACTIF	PASSIF
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>Capitaux propres</i>
Mobiliers et matériel roulant	1.366.928
	Bénéfice reporté
	20.722.405
<i>Actifs circulants</i>	<i>Dettes</i>
Placements de trésorerie	43.784.845
Valeurs disponibles	40.000.000
	Dettes à un an au plus
	7.249.582
<i>Comptes de régularisation</i>	<i>Comptes de régularisation</i>
	2.824.444
	20.004.230
<b>TOTAL</b>	<b>47.976.217</b>
<b>COMPTE DE RESULTATS</b>	
<i>I. Ventes et prestations</i>	<i>50.000.000</i>
Chiffres d'affaires	50.000.000
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>	<i>29.828.777</i>
Services et biens divers	27.042.452
Rémunérations, charges sociales et pensions	2.739.189
Amortissements	47.136
<i>III. Résultat d'exploitation</i>	<i>20.171.223</i>
IV. Produits financiers	553.082
V. Charges financières	1.900
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>	<i>20.722.405</i>
VII. Produits exceptionnels	0
VIII. Charges exceptionnelles	0
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>	<i>20.722.405</i>
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>	<i>20.722.405</i>
<i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>	<i>20.722.405</i>

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/15471]

25 JANUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting  
van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR  
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

## BEGROTINGSJAAR 1991

HOOFDSTUK 1Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting**Artikel 1**

Oorspronkelijke vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1991, bedragen 1.810.000.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	24.000.000
- kapitaalverrichtingen:	1.786.000.000

**Artikel 2**

De oorspronkelijke vastleggingskredieten werden:

- gewijzigd door de aanpassing, overeenkomstig de aanpassingsdecreten, die een verhoging veroorzaakt van 78.000.000 frank en een vermindering van -176.500.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).
- aangevuld door de kredietoverdracht verricht krachtens de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (Tabel bijlage I, kolom 3), ten bedrage van 2.510.284.083 frank.

**Artikel 3**

Het totaal van de vastleggingskredieten die beschikbaar zijn voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1991 bedraagt 4.221.784.083 4.745.654.631 frank (Tabel bijlage I, kolom 3), onderverdeeld als volgt:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	153.252.000
- kapitaalverrichtingen:	4.068.532.083

**Artikel 4**

De uitgavenvastleggingen die op die kredieten worden aangerekend, bedragen (Tabel bijlage I, kolom 3) 1.700.156.561 frank.

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	21.542.846
- kapitaalverrichtingen:	1.678.613.715

**Artikel 5**

De vastleggingskredieten die op het einde van het begrotingsjaar beschikbaar zijn, bedragen 2.663.058.522 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

	Naar het jaar 1992 over te dragen kredieten	Te annuleren kredieten
Lopende verrichtingen	129.252.000	2.457.154
Kapitaalverrichtingen	2.531.349.368	0

(Tabel bijlage I, kolommen 1, 2).

HOOFDSTUK IIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de ontvangst**Artikel 6**

De vastgestelde rechten ten behoeve van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 1991 182.432.301.305 frank (Tabel bijlage II, kolom 3)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende ontvangsten :	182.432.070.595
- kapitaalontvangsten :	230.710

**Artikel 7**

De begrotingsontvangsten van het jaar 1991 bedragen 174.211.730.633 frank (Tabel bijlage II, kolom 4).

Dit bedrag bestaat uit:

- lopende ontvangsten:	174.211.499.923	(in frank)
- kapitaalontvangsten:	230.710	

#### **Artikel 8**

De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 8.220.570.672 frank (Tabel bijlage II kolom 5)

Dit bedrag bestaat uit :

- a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (tabel bijlage II kolom 6)

- lopende ontvangsten:	8.147.570.672	(in frank)
- kapitaalontvangsten:	0	
b. naar het begrotingsjaar 1992 overgedragen rechten (tabel bijlage II kolom 7)		
- lopende ontvangsten :	73.000.000	
- kapitaalontvangsten :	0	

#### § 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

#### **Artikel 9**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1991 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnancering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	183.974.200.000	24.000.000	183.998.200.000
Kapitaaluitgaven	4.924.800	1.531.200.000	6.456.000.000
<b>TOTAAL</b>	<b>188.899.000.000</b>	<b>1.555.200.000</b>	<b>190.454.200.000</b>

(Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

#### **Artikel 10**

Die uitgavenmachtigingen werden:

- gewijzigd bij de aanpassing verricht krachtens de aanpassingsdecreten (Tabel bijlage III).

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	1.298.700.000	0	1.298.700.000
Kapitaaluitgaven	74.300.000	-75.500.000	-1.200.000
<b>TOTAAL</b>	<b>1.373.000.000</b>	<b>-75.500.000</b>	<b>1.297.500.000</b>

#### **Artikel 11**

- Het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1991 bedraagt 202.136.975.758 frank (Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	191.985.319.765	298.600.000	192.283.919.765
Kapitaaluitgaven	6.051.115.190	3.801.940.803	9.853.055.993
<b>TOTAAL</b>	<b>198.036.434.955</b>	<b>4.100.540.803</b>	<b>202.136.975.758</b>

#### § 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

#### **Artikel 12**

De uitgaven ten laste van het begrotingsjaar 1991 bedragen 192.780.878.948 frank (Tabel bijlage III, kolom 7), onderverdeeld onder:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
<u>Lopende uitgaven</u>			
- betreffende de prestaties van vorige jaren (kolommen 1,2,5)	5.071.787.439	268.762.740	5.340.550.179
- betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 1,2,5)	180.274.853.475	20.016.943	180.294.870.418
<b>TOTAAL (1)</b>	<b>185.346.640.914</b>	<b>288.779.683</b>	<b>185.635.420.597</b>

<u>Kapitaaluitgaven</u> - betreffende de prestaties van vorige jaren (kolommen 3,4,6) betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 3,4,6)	259.616.620 5.134.532.877	350.122.466 1.401.186.388	609.739.086 6.535.719.265
TOTAAL (2)	5.394.149.947	1.751.308.854	7.145.458.351
TOTAAL (1) + (2)	190.740.790.411	2.040.088.537	192.780.878.948

**Artikel 13**

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 192.625.913.948 frank, onderverdeeld in:

- 190.585.825.411 frank voor de niet gesplitste kredieten (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3).
- 2.040.088.537 frank voor de ordonnanceringskredieten (Tabel bijlage III, kolommen 2, 4).

**Artikel 14**

Voor de uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd, ten bedrage van 154.965.000 frank, onderverdeeld in:

- 154.965.000 frank niet-gesplitste kredieten;
- 0 frank ordonnanceringskredieten;

wordt artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3) toegepast.

**§ 4 Regeling van de kredieten****Artikel 15**

De vergelijking tussen de per decreet verdeelde kredieten (artikel 11) en de aangerekende verrichtingen (artikel 12) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1991 van 9.356.096.810 frank.

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Verdeelde kredieten	198.036.434.955	4.100.540.803	202.136.975.758
Aangerekende verrichtingen	190.740.790.411	2.040.088.537	192.780.878.948
Kredietoverschot	7.295.644.544	2.060.452.266	9.356.096.810

**Artikel 16**

Om de uitgaven van het begrotingsjaar 1991 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 4.569.528 frank waarvan:

- Voor niet-gesplitste kredieten: 4.569.528 frank.
- Voor ordonnanceringskredieten: 0 francs.

Deze kredieten worden onderverdeeld overeenkomstig Tabel bijlage IV.

**Artikel 17**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 15 en 16, bestaat het bedrag van de op 31 december 1991 beschikbare kredieten uit:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Te annuleren kredieten	469.156.000	6.219.411	475.375.411
Naar het begrotingsjaar 1992 over te dragen kredieten	6.831.058.072	2.054.232.855	8.885.290.927
TOTAAL	7.300.214.072	2.060.452.266	9.360.666.338

(Tableau annexe III, colonne 7).

Het deel dat met de kredieten van het jaar 1992 samen te voegen is, bedraagt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	1.402.853.306	3.600.906	1.406.454.212
Kapitaaluitgaven	320.206.578	2.050.631.949	2.370.838.527
TOTAAL	1.723.059.884	2.054.232.855	3.777.292.739

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1991**Artikel 18**

Het algemeen resultaat van de begroting van het begrotingsjaar 1991 wordt voorgesteld als volgt:

(in frank)

Lopende verrichtingen

Ontvangsten	174.211.499.923
Uitgaven	185.635.420.597
Uitgavenoverschot	-11.423.920.674

Kapitaalverrichtingen

Ontvangsten	230.710
Uitgaven	7.145.458.351
Uitgavenoverschot	-7.145.227.641

Alle verrichtingen samen

Ontvangsten	174.211.730.633
Uitgaven	192.780.878.948
Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met het resultaat van de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangst met	-18.569.148.315
	0
Het saldo van het begrotingsjaar 1991 bedraagt	-18.569.148.315

**HOOFDSTUK III**Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 19**

De begrotingsdecreten van het jaar 1991 hebben de ontvangst en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

(in frank)

- Ontvangsten	23.844.900.000
- Uitgaven	24.439.600.000

(Tabel bijlage V, kolommen 1, 2).

**Artikel 20**

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1991 bedroeg 8.521.996.858 frank.

Het totaal van de ontvangst van het begrotingsjaar bedraagt 36.637.943.681 frank.

Beschikbaar totaal van het jaar 1991 voor de uitgaven: 45.159.940.539 frank.

(Tabel bijlage V, kolommen 3, 7).

**Artikel 21**

De aangerekende uitgaven bedragen 36.963.898.148 frank (Tabel bijlage V, kolom 4).

Dit bedrag omvat 22.526.217.182 frank uitgaven die nog te regulariseren zijn waarvoor artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage V, kolom 5) wordt toegepast.

**Artikel 22**

Het verschil tussen de gekregen ontvangst en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven, bedraagt -325.954.467 frank (Tabel bijlage V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1991, zoals bepaald in artikel 20, en met de uitgaven vermeld in artikel 21, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1991 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 8.196.042.391 frank.

Het wordt naar het begrotingsjaar 1992 overgedragen.

**HOOFDSTUK IV**  
Globaal resultaat**Artikel 23**

Alle diensten samen, begroting en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 18 en 22 van dit decreet, wordt het globaal resultaat van de begroting 1991 als volgt opgesteld (in frank) :

Begroting sensu stricto : -18.569.148.315

Afzonderlijke sectie: -325.954.467

Totaal : -18.895.102.782

**TWEEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN HET "COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES"**

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling

**HOOFDSTUK I  
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES**  
**Lopend jaar**  
**Artikel 24**

Begrotingsverwijzing: decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991 - artikel 39.

Boek 149 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1991 wordt opgesteld als volgt:

a)	ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet :	723.713.000
	aangerekende ontvangsten :	715.207.197
	verschil :	8.505.803
b)	uitgaven:	
	kredieten toegekend door het begrotingsdecreet:	765.933.000
	aanvullende kredieten die toegekend moeten worden:	0
	Totaal van de kredieten:	765.933.000
	Aangerekende uitgaven:	704.193.174
	Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden:	61.739.826
c)	samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1991 wordt als volgt samengevat:	
	ontvangsten :	715.207.197
	uitgaven :	704.193.174
	<b>ontvangstenoverschot :</b>	<b>11.014.023</b>

**HOOFDSTUK II  
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA**  
**Lopend jaar**  
**Artikel 25**

Begrotingsverwijzing: decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991.

Boek 149 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "Agence de prévention du SIDA." voor het jaar 1991 wordt opgesteld als volgt:

a)	ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet:	50.000.000
	aangerekende ontvangsten :	50.307.076
	verschil :	-370.076
b)	uitgaven :	
	kredieten toegekend door het begrotingsdecreet:	50.000.000
	aanvullende kredieten die toegekend moeten worden:	0
	Totaal van de kredieten:	50.000.000
	Aangerekende uitgaven :	42.331.894
	Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden:	7.668.106
c)	samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1991 wordt als volgt samengevat:	
	ontvangsten :	50.370.076
	uitgaven :	42.331.894
	<b>ontvangstenoverschot :</b>	<b>8.038.182</b>

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt

Gegeven te Brussel, 25 januari 2008.

M. ARENA,  
Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,

Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

**Nota**

(1) *Zitting* 2006-2007

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 371-1

*Zitting* 2007-2008

Stukken van het Parlement – Verslag, nr. 371-2

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.